

Le Conseil d'Etat autorise les accompagnatrices voilées : lâcheté oblige !

Le Conseil d'Etat vient de donner (1) un magnifique exemple de lâcheté politique en refusant d'interdire le port du voile pour les parents accompagnateurs d'enfants lors des sorties scolaires.

Le pire est que cette lâcheté se double de limites dont le flou théorique est tel qu'elles sont déjà absorbées par les fameux « *accommodements raisonnables* ». Ainsi a-t-il été précisé que « *les exigences liées au bon fonctionnement du service public de l'éducation peuvent conduire l'autorité compétente, s'agissant des parents d'élèves qui participent à des déplacements ou des activités scolaires, à recommander de s'abstenir de manifester leur appartenance ou leurs croyances religieuses* » !

Que sont donc ces « *exigences* », et en quoi peuvent-elles être « *liées au bon fonctionnement du service public de l'éducation* » si ce dernier n'est pas laïque de bout en bout ? Que signifie l'expression « *peuvent conduire* » ? La réponse au non-respect de la laïcité ne doit-elle pas être automatique ? Pourquoi faut-il « *recommander* », quand il s'agit de « *commander* » ? Pourquoi le verbe « *s'abstenir* », quand le verbe « *s'interdire* » s'impose ? Qui ne voit ici que seule l'interdiction du voile sur le sol français balayerait toutes ces pusillanimités terminologiques ? Le Conseil d'Etat ne sait-il point que les Français n'attendent que cela ? Car sans cela, c'est l'ensemble de nos principes laïques et républicains qui passeront sous les fourches caudines de l'islam, à commencer par la contestation religieuse des contenus d'enseignement, la mise en question de la mixité ainsi que de l'égalité garçons-filles, la prière obligatoire,

la fin de la neutralité pédagogique, et j'en passe.

Quand donc le Conseil d'Etat comprendra-t-il que défendre la laïcité, c'est défendre notre mode d'être, c'est-à-dire notre essence culturelle, ou encore notre identité ? Ne voit-il pas que lorsque l'islam aura pris le pouvoir par la vertu de nos propres faiblesses, la Haute Juridiction et toutes les instances de même farine seront les premières à disparaître, et avec elles, nos institutions, nos règles, nos principes et nos lampes séculaires ? Ces hauts responsables – dont dépend l'avenir de la France – ont-ils encore quelque chose de laïque et de républicain ? Sont-ils encore des démocrates ?

Lors d'une récente interview, Serge Lama a déclaré ne plus se sentir en démocratie. Quant à moi, j'ai bien peur de vivre dans le pays du non-sens !

Maurice Vidal

(1) 19-12-2013